

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Boghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier, 5, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 13, 7 38, 9 36, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 38, 4 48, 5 48, 8 13, 10 23, 11 15, s. — Lille à Roubaix, 5 20, 7 00, 8 30, 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 17, 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 7 00, 8 00, 9 36, 11 05, 12 05, 3 21, 4 50, 5 53, 7 10, 9 10.

ROUBAIX, 21 NOVEMBRE 1872

BOURSE DE PARIS	
DU 20 NOVEMBRE	
3 0/0	52 60
4 1/2	75 30
Emprunt 1871	84 20
Emprunt 1872	83 3/4
DU 21 NOVEMBRE	
3 0/0	53 »
4 1/2	76 »
Emprunt 1871	84 20
Emprunt 1872	85 90

La protection aux États-Unis.

On sait avec quel soin jaloux les manufacturiers américains développent l'industrie de leur pays. Ils ont à lutter contre le parti libre-échangiste qui, de son côté, ne se tient pas pour battu. Les Anglais étant pour les Américains les rivaux les plus redoutables, c'est surtout la Grande-Bretagne que les protectionnistes des États-Unis visent dans tous leurs plaidoyers. Il nous a paru curieux de traduire, entre autres pièces du procès, l'article suivant extrait du bulletin de l'Association des fabricants de lainages publié à Boston. Le titre même et l'ironie acerbe de l'article donnent le ton de cette polémique.

Effronterie du commerce anglais.

Says a certain rich Isle of the Sea,
I would like the world's workshop to be,
Let me make all your cloth,
It will be better for both,
And decidedly better for me. **

Cette épigraphe exprime l'audace avec laquelle la Grande-Bretagne invite toutes les nations de la terre à contribuer à sa propre richesse. « Elle aimerait être l'atelier du monde. » Et certes elle pourrait le devenir. Elle possédait, en 1865, trois millions six cent cinquante mille chevaux-vapeur (3,650,000) représentant le travail de soixante-seize millions d'ouvriers. En évaluant le nombre de personnes directement employées dans les manufactures à trois millions, ce qui est au-dessous du chiffre actuel, chaque ouvrier de la Grande-Bretagne a, de la sorte, à son service vingt-cinq esclaves, dont les muscles d'acier, mis en mouvement par la houille, ne sont jamais fatigués. Le nombre de ces esclaves n'est limité que par l'approvisionnement des matières premières que l'Angleterre peut recueillir dans les autres pays et par la qualité de produits qu'il lui est donné d'exporter en retour. Elle souhaiterait que les travailleurs du dehors voulussent bien échanger tous les produits bruts de l'agriculture obtenus aux prix d'efforts

(*) Bulletin of the national association of wool manufacturers, Boston, juillet-septembre 1872.

(**) Certaine île florissante dans la mer dit : « J'aimerais être l'atelier du monde. Laissez-moi fabriquer tous vos tissus. Cela vaudra mieux pour les uns et les autres, et décidément pour moi. »

musculaires et sans aides mécaniques contre les produits de soixante-seize millions d'esclaves qui n'ont pas besoin de se vêtir et qui ne se fatiguent jamais. Il est facile de voir qui gagne à semblable marché.

Il a été démontré que l'Angleterre, en 1860, importait dans ses manufactures de cotonnades, de soieries et de lainages, pour quarante-sept millions et demi de livres sterling en matières premières. La valeur des exportations atteignait à soixante-quinze millions de livres sterling, ce qui, ajouté à vingt millions de livres pour la consommation intérieure, donnait à la Grande-Bretagne un bénéfice de deux cent trente-huit millions de dollars. Ces trois industries fondées sur l'importation des matières exotiques employaient sept cent mille ouvriers dont les salaires faisaient vivre trois millions de personnes et rapportaient aux capitalistes quinze millions de livres sterling. Quoi d'étonnant à ce que l'Angleterre éprouve le besoin « d'être l'atelier du monde. »

« Laissez-moi fabriquer tous vos tissus », dit-elle aux autres nations; et avec l'aide de ses esclaves aux muscles d'acier, elle produit et elle exporte annuellement assez d'étoffe de coton pour faire soixante-quatre fois le tour de la terre. Mais, comme la robe de Nessus, le cadeau devient fatal pour toutes les nations qui l'acceptent et qui abandonnent leurs propres industries. Nous le montrons bientôt.

A la fin du dix-septième siècle, le Portugal, en interdisant l'entrée des produits étrangers, réussit à donner aux fabriques de lainages indigènes la clientèle de sa population et de celle du Brésil. Son industrie fut florissante pendant dix-neuf ans. En 1703, l'Angleterre, par l'organe de son ministre, Methuen, dit au Portugal : « Laissez-moi fabriquer tous vos tissus, et je prendrai vos vins pleins de force. »

Le traité Methuen fut fait en conséquence. Aussitôt sa mise à exécution, le Portugal se trouva inondé de produits anglais; le premier effet de cette inondation fut la ruine immédiate et complète des manufactures portugaises; le Portugal ne s'est jamais relevé de ce coup. Tandis que le reste de l'Europe progresse, ce pays reste stationnaire.

En 1786, l'Angleterre dit à la France : « Laissez-moi fabriquer tous vos tissus, je prendrai vos vins légers et ces produits de luxe et de goût que nous ne faisons pas. » Le traité d'Éden fut signé. L'Angleterre accoutumée aux vins forts du Portugal, n'acheta pas ceux de la France et la valeur des articles de luxe exportés en Angleterre demeura insignifiante. Mais les tissus anglais à bon marché se répandirent sur la France comme un torrent. Moins de deux ans après la conclusion du traité, les fabriques françaises étaient ruinées. En vain rétablir

on promptement des droits protecteurs; rien que la secousse imprimée aux manufactures de la France montre combien il est plus facile de ruiner en quelques années l'industrie la plus florissante que d'en jeter les bases pendant une génération entière. L'industrie française ne put se relever jusqu'à ce que Napoléon, par le blocus continental, ferma la France et la majeure partie de l'Europe aux importations anglaises. Il n'oublia pas la leçon et, dans une visite à l'établissement créé par Oberkampf pour l'impression des cotonnades, Napoléon dit à ce dernier en admirant ses produits : « Tous les deux nous faisons la guerre à l'Angleterre, mais la votre est encore la meilleure. » Il savait bien que la puissance anglaise reposait sur ses fabriques encore plus que sur ses frégates.

A la fin de la révolution grecque, la Turquie, dans un fatal moment, écouta la perpétuelle supplique de l'Angleterre en vue de devenir l'unique fournisseur du monde, et bercée de cette illusion que « cela vaudrait mieux pour les uns et les autres, » la Turquie admit, moyennant un droit nominal, le produit des machines anglaises. Sans nous appesantir sur les effets généraux de cette politique qui fit de la Turquie « le malade de l'Europe, » nous ne citerons qu'un exemple. Le district d'Angora, doté par la Providence de la possession unique de la chèvre qui porte le même nom, transformait avec habileté les fines toisons de ces chèvres en gants, en bonnettes, en tissus pour l'exportation, en robes d'une grande richesse pour les seigneurs Turcs. La ville d'Angora était florissante, la population vivait à l'aise grâce à son industrie. Avec l'admission des tissus anglais, presque tout le produit de la tonte des chèvres d'Angora s'exporta dans le Royaume-Uni. Le nombre des métiers tomba de douze cents à cinquante, et cette ville qui possédait la matière première et la main d'œuvre d'une industrie exceptionnelle, offre, à son triste déclin, une autre preuve de l'influence désolante de ce système qui voudrait rendre tous les pays producteurs de matières premières les tributaires d'un atelier unique dans le monde.

A la fin du siècle dernier, l'Inde, berceau des arts textiles, suffisait non-seulement aux demandes de ses peuples, mais exportait annuellement dans les autres parties du monde jusqu'à deux cent mille (200,000) pièces de cotonnades. La prière adressée par l'Angleterre aux autres nations devant un ordre pour l'Inde. En 1813, l'industrie indienne fut livrée à une concurrence illimitée. Vingt ans plus tard, les artisans étaient rejetés de l'atelier vers les champs; les champs devinrent à leur tour le domaine des fauves des jungles, et la famine suivit pas à pas les traces du libre-échange. Et cependant l'Angleterre et

les libre-échangistes qu'elle pensionne dans tous les pays du monde, répètent encore : « Cela vaudra mieux pour les uns et les autres. »

Aucun de ceux qui ont étudié sincèrement l'histoire du commerce ne peut douter que le mobile prédominant de la politique anglaise ne se résume dans la dernière ligne à *partie* de notre épigraphe « et décidément pour moi. » Cette politique a fait de l'Angleterre la nation la plus riche de la terre. Mais c'est l'Angleterre représentée dans notre esquisse par le gros marchand qui, tendant complaisamment son chapeau pour recevoir les contributions du monde, lui assure tout ce gain. « Décidément cela vaut-il mieux pour nous ? » demandent comme un écho les voix plaintives des femmes et des enfants occupés aux travaux des mines et des briqueteries, les voix tristes des paysans à moitié nourris, des millions de pauvres recueillis dans les *workhouses* de l'Angleterre. Non, répondent-ils énergiquement, le système qui a créé de riches marchands, de riches manufacturiers et de grandes villes et une imposante somme totale de richesses en Angleterre, n'a pas été meilleur pour nous. Cette réponse est vraie : Afin de vêtir le monde entier avec des produits obtenus auprès des prix possibles, il faut des salaires aussi réduits que possible.

Pour réaliser le gain du riche en Angleterre, on a dû imposer aux classes ouvrières un fardeau intolérable. La consommation intérieure a été sacrifiée au commerce extérieur. Le pays qui pourrait vêtir la planète ne peut couvrir son propre peuple. La consommation du coton, indice de la dépense des classes ouvrières pour leur vêtement, a diminué, dans le Royaume-Uni, de 35 pour cent en trois années. Ainsi, pour les nations qui envisagent le bien-être général comme d'une toute autre importance que la somme des richesses accumulées, la politique anglaise doit servir d'avertissement et non d'exemple.

EDOUARD SIMON.

On nous écrit de Versailles :

La commission chargée d'examiner la proposition Kerdrel a nommé M. d'Audiffret-Pasquier président et M. Raoul-Duval, secrétaire.

Dans les réunions tenues par les bureaux de l'extrême droite, de la droite et du centre droit, il a été résolu qu'on écarterait pour le moment toute combinaison monarchique, mais qu'on s'opposerait à la proclamation officielle de la république. 280 membres auraient accepté ce programme. Quand aux mesures propres à maintenir le régime provisoire actuel, les réunions ci-dessus nommées sont disposées à les voter.

Le centre gauche, à propos des projets que va déposer le gouvernement, a décidé qu'il devait faire à cette occasion une importante manifestation pour dissiper l'équivoque produite par le vote de lundi.

Un journal du matin croit savoir que l'amiral Jaurès se ferait inscrire à la réunion de la gauche.

La gauche républicaine a chargé ses collègues de s'entendre avec les autres réunions de la gauche et le gouvernement pour faire cesser les malentendus créés par le vote de lundi, et a jugé que le rapport sur la proposition Kerdrel fournirait l'occasion de donner à la chambre le prétexte nécessaire.

La commission des grâces s'est réunie ce matin, elle a à statuer sur plus de 800 dossiers. Depuis sa nomination, elle a examiné environ 3,300 dossiers.

La commission d'initiative parlementaire a nommé M. Girard rapporteur.

La proposition Dahirel, sur l'urgence a été mise en considération.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 20 novembre.

Je tiens à vous remercier jour par jour, heure par heure, sur tous les incidents de la nouvelle et très sérieuse crise que nous traversons.

Dans la nuit du 18 au 19, jusqu'à minuit, la gauche est restée en permanence auprès de M. Thiers, avec M. Dufaure, pour engager le président de la République à ne pas se démettre. M. Thiers l'a promis. Hier matin à 9 heures, le ministère s'est réuni pour aviser sur la situation actuelle et prendre une attitude définitive.

A la même heure, les trois groupes du centre droit, de la droite modérée et de l'extrême droite se sont réunis aux Réservoirs pour adopter aussi une politique commune. Le duc d'Audiffret-Pasquier a proposé que désormais le ministère fût déclaré responsable et qu'il fut interdit à M. Thiers de communiquer avec l'Assemblée, autrement que par message. Le raison de sa proposition était que, puisque M. Thiers ne prenait pas l'initiative d'une rupture complète, on ne pouvait pas non plus en prendre l'initiative, mais qu'il fallait se prémunir contre l'avenir, parce que l'attitude gardée par M. Thiers à la tribune faisait pressentir qu'il allait prendre ses mesures de longue main pour donner le coup du lapin à la majorité conservatrice.

M. Lucien Brun et ses amis ont objecté à M. d'Audiffret-Pasquier qu'il était à craindre qu'en soulevant la question constitutionnelle on ne conduisit